



COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

Palais de la Paix, Carnegieplein 2, 2517 KJ La Haye, Pays-Bas

Tél : +31 (0)70 302 2323 Télécopie : +31 (0)70 364 9928

Site Internet : www.icj-cij.org Compte Twitter : [@CIJ_ICJ](https://twitter.com/CIJ_ICJ) Chaîne YouTube : [CIJ_ICJ](https://www.youtube.com/CIJ_ICJ)

Communiqué de presse

Non officiel

N° 2018/29

Le 22 juin 2018

L'Assemblée générale et le Conseil de sécurité de l'ONU élisent M. Yuji Iwasawa comme membre de la Cour

LA HAYE, le 22 juin 2018. L'Assemblée générale et le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies ont élu aujourd'hui M. Yuji Iwasawa comme membre de la Cour internationale de Justice (CIJ), avec effet immédiat.

De nationalité japonaise, M. Iwasawa succède à M. Hisashi Owada, ancien juge de la Cour, qui avait démissionné de ses fonctions à compter du 7 juin 2018 (voir communiqué de presse n° 2018/14). Conformément à l'article 15 du Statut de la Cour, M. Iwasawa achèvera le mandat de M. Owada, qui viendra à expiration le 5 février 2021.

La biographie de M. Iwasawa est annexée au présent communiqué. Des photographies de l'élection, prises à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité, seront disponibles sur le site Internet de l'Organisation des Nations Unies à l'adresse suivante : www.unmultimedia.org/photo.

*

Composition de la Cour

Comme suite à l'élection à laquelle l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité ont procédé le 22 juin 2018, la composition de la Cour est la suivante :

M.	Abdulqawi Ahmed Yusuf (Somalie), président
Mme	Xue Hanqin (Chine), vice-présidente
MM.	Peter Tomka (Slovaquie)
	Ronny Abraham (France)
	Mohamed Bennouna (Maroc)
	Antônio Augusto Cançado Trindade (Brésil)
Mme	Joan E. Donoghue (Etats-Unis d'Amérique)
M.	Giorgio Gaja (Italie)
Mme	Julia Sebutinde (Ouganda)
MM.	Dalveer Bhandari (Inde)
	Patrick Lipton Robinson (Jamaïque)
	James Richard Crawford (Australie)

Kirill Gevorgian (Fédération de Russie)
Nawaf Salam (Liban)
Yuji Iwasawa, juges.

Pour en savoir plus sur la composition de la Cour, le mode de présentation de candidats et la procédure d'élection, veuillez vous reporter au communiqué de presse n° 2017/34, qui figure sur le site internet de la Cour (www.icj-cij.org, rubrique «Espace Presse»).

Remarque : Les communiqués de presse de la Cour ne constituent pas des documents officiels.

La Cour internationale de Justice (CIJ) est l'organe judiciaire principal de l'Organisation des Nations Unies (ONU). Elle a été instituée en juin 1945 par la Charte des Nations Unies et a entamé ses activités en avril 1946. La Cour a son siège au Palais de la Paix, à La Haye (Pays-Bas). C'est le seul des six organes principaux de l'ONU dont le siège ne soit pas à New York. La Cour a une double mission, consistant, d'une part, à régler conformément au droit international les différends d'ordre juridique qui lui sont soumis par les Etats (par des arrêts qui ont force obligatoire et sont sans appel pour les parties concernées) et, d'autre part, à donner des avis consultatifs sur les questions juridiques qui peuvent lui être soumises par les organes de l'ONU et les institutions du système dûment autorisées à le faire. La Cour est composée de quinze juges, élus pour un mandat de neuf ans par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité des Nations Unies. Indépendante du Secrétariat des Nations Unies, elle est assistée par un Greffe, son propre secrétariat international, dont l'activité revêt un aspect judiciaire et diplomatique et un aspect administratif. Les langues officielles de la Cour sont le français et l'anglais. Egalement appelée «Cour mondiale», elle est la seule juridiction universelle à compétence générale.

Il convient de ne pas confondre la CIJ, juridiction uniquement ouverte aux Etats (pour la procédure contentieuse) et à certains organes et institutions du système des Nations Unies (pour la procédure consultative), avec les autres institutions judiciaires, pénales pour la plupart, établies à La Haye et dans sa proche banlieue, comme la Cour pénale internationale (CPI, seule juridiction pénale internationale permanente existante, créée par traité et qui n'appartient pas au système des Nations Unies), le Tribunal spécial pour le Liban (TSL, organe judiciaire international doté d'une personnalité juridique indépendante, établi par le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies à la demande du Gouvernement libanais et composé de juges libanais et internationaux), le Mécanisme pour les Tribunaux pénaux internationaux (MTPI, chargé d'exercer les fonctions résiduelles du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et du Tribunal pénal international pour le Rwanda), les Chambres spécialisées et Bureau du Procureur spécialisé pour le Kosovo (institution judiciaire ad hoc qui a son siège à La Haye), ou encore la Cour permanente d'arbitrage (CPA, institution indépendante permettant de constituer des tribunaux arbitraux et facilitant leur fonctionnement, conformément à la Convention de La Haye de 1899).

Département de l'information :

M. Andreï Poskakoukhine, premier secrétaire de la Cour, chef du département (+31 (0)70 302 2336)
Mme Joanne Moore, attachée d'information (+31 (0)70 302 2337)
M. Avo Sevag Garabet, attaché d'information adjoint (+31 (0)70 302 2394)
Mme Genoveva Madurga, assistante administrative (+31 (0)70 302 2396)



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr. générale
22 mai 2018
Français
Original : anglais

Assemblée générale
Soixante-douzième session
Point 113 c) de l'ordre du jour
Élections aux sièges devenus vacants dans les organes
principaux : élection de cinq membres de la Cour
internationale de Justice

Conseil de sécurité
Soixante-treizième année

Élection d'un membre de la Cour internationale de Justice : curriculum vitæ du candidat

Note du Secrétaire général

1. Le Secrétaire général a l'honneur de soumettre à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité le curriculum vitæ du candidat présenté par les groupes nationaux dans le cadre des élections destinées à pourvoir un siège devenu vacant à la Cour internationale de Justice en raison de la démission du juge Hisashi Owada (Japon) (voir annexe). La liste des candidats présentés est publiée dans une note du Secrétaire général (A/72/873-S/2018/488). La composition de la Cour et la procédure de vote à suivre par l'Assemblée et le Conseil sont exposées dans un mémorandum du Secrétaire général publié sous la cote A/72/872-S/2018/487.

2. Le nom et la nationalité du candidat sont indiqués ci-après : Yuji Iwasawa (Japon).

Annexe

Curriculum vitae Yuji Iwasawa (Japon)

[Original : anglais, espagnol et français]

Professeur Yuji IWASAWA
S.J.D. (Doctorat en Droit, Virginie), LL.M. (Magistère en Droit, Harvard),
LL.B. (Licence en Droit, Tokyo)

Professeur de Droit international
Faculté de Droit
Université de Tokyo

Informations personnelles

Date de Naissance : le 4 juin 1954

Nationalité : japonaise

Diplômes

- | | |
|-----------|--|
| 1973-1977 | Université de Tokyo, Faculté de Droit ; Tokyo, Japon (LL.B. (Licence en Droit), 1977) |
| 1977-1978 | Harvard Law School ; Massachusetts, Etats-Unis (LL.M. (Magistère en Droit), 1978) |
| 1984-1986 | Université de Virginie, Faculté de Droit ; Virginie, Etats-Unis (S.J.D. (Doctorat en Droit), 1997) |

Carrière professionnelle

- | | |
|--------------|--|
| 1977-1981 | Chercheur associé, Faculté de Droit, Université de Tokyo |
| 1982-1996 | Professeur associé, Faculté de Droit, Université municipale d'Osaka |
| 1996-1997 | Professeur associé, Département des Relations internationales, Université de Tokyo |
| 1997-2005 | Professeur, Département des Relations internationales, Université de Tokyo |
| 2005-présent | Professeur, Faculté de Droit, Université de Tokyo |

Postes professionnels sélectionnés

Positions actuelles

Président, Comité des Droits de l'Homme (PIDCP), depuis 2017 (Membre, depuis 2007 ; Président, 2009-2011 ; Vice-président, 2011-2013, 2015-2016 ; Rapporteur spécial chargé du suivi des constatations, 2013-2015)

Président, Société japonaise de Droit international, depuis 2016 (Directeur de la Programmation de la recherche, 2014-2016 ; Directeur pour les programmes internationaux, 2012-2014)

Vice-Président, Association de Droit international, Londres, depuis 2016

Associé, Institut de Droit international, depuis 2015

Enrôlé sur la Liste indicative des Personnes ayant ou non des Attaches avec des Administrations nationales appelées à faire partie de Groupes Spéciaux dans l'Organisation mondiale du Commerce, depuis 1996

Enrôlé sur la Liste de Membres de Jurys pour le Règlement des Différends sous le Traité sur la Charte de l'Energie, depuis 2002

Membre, Conseil scientifique du Japon, depuis 2011

Rédacteur en Chef, « Documents de Droit international » (en japonais) publié annuellement par Yuhikaku, depuis 2014

Rédacteur en Chef, « International Law from Japanese Perspectives » Collection publiée par Martinus Nijhoff, depuis 2001

Co-rédacteur en Chef, Revue de Tokyo pour le Droit international (en japonais), depuis 2013

Membre du Comité de Rédaction, *Journal of International Economic Law*, depuis 1997

Membre du Comité de Rédaction, *Chinese Journal of International Law*, depuis 2002

Membre du Comité de Rédaction, *The Indian Journal of International Economic Law*, depuis 2006

Membre du Comité de Rédaction, *Journal of Human Rights and the Environment*, depuis 2012

Membre du Comité de Rédaction, Revue trimestrielle de Droit commercial international, depuis 2015

Positions antérieures

Juge, Tribunal administratif de la Banque asiatique de Développement, Manille, 2004-2013 (Vice-président, 2010-2013)

Chargé de Cours, Académie de Droit international de La Haye, « Domestic Application of International Law » 2002

Membre, Instance permanente des Nations Unies sur les Questions autochtones, 2002-2004

Membre, Groupe d'Experts permanent (Accord de l'OMC sur les Subventions et les Mesures compensatoires), 2003-2008

Arbitre, Tribunal arbitral du Sport, Lausanne, 1997-2006

Rapporteur, Committee on International Human Rights Law and Practice, Association de Droit international, 1995-2004

Organisateur et Coordinateur, Conférences des Quatre Sociétés de Droit international (Japon, Australie et Nouvelle-Zélande, Canada, Etats-Unis) : Wellington (2006), Alberta (2008), Kobe (2010), Berkeley (2012) et Canberra (2014)

Coordinateur et Editeur, Conférences trilatérales des Sociétés de Droit international (Japon, Canada, Etats-Unis) : Tokyo (1994), Atlanta (1996) et Ottawa (2000)

Conseiller pour l'Examen des Demandes du Statut de Réfugié auprès du Ministère de la Justice du Japon, 2005-2007

Professeur invité (Visiting Fellow), Lauterpacht Centre for International Law, Cambridge, 1991-1993, 1997, 2000-2001

Professeur invité (Overseas Fellow), *Churchill College*, Cambridge, 2000-2001

Professeur invité (Visiting Professor), *Columbia Law School*, New York, 2014

Chercheur invité, Centre de Recherche sur les Droits de l'Homme et le Droit humanitaire, Université Panthéon-Assas, Paris, 2015-2016

Chair of international business law to give the Eldon D. Foote Lecture, Université d'Alberta, Edmonton, Canada, 1997

Spécialité et Intérêts de Recherches

Spécialité : Droit international public

Intérêts de Recherches : Relation entre droit international et droit national ; règlement des différends internationaux ; droit international des droits de l'homme ; droit international économique ; immunité juridictionnelle ; responsabilité des États.

Affiliation professionnelle :

Société japonaise de Droit international (Président ; Membre du Conseil exécutif ; Ancien Directeur de la Programmation de la Recherche ; Ancien Directeur pour les Programmes internationaux)

Association de Droit international (Vice-président ; Membre et Ancien Rapporteur de *Committee on International Human Rights Law and Practice* ; Membre de *Study Group on the Principles on the Engagement of Domestic Courts with International Law* ; Ancien Membre de *Committee on the Future of the ILA* ; Ancien Membre de *International Trade Law Committee*)

Division japonaise de l'Association de Droit international (Membre du Conseil exécutif ; Membre du Comité national de Droit international monétaire ; Ancien Directeur de la Programmation)

Division japonaise de la Société asiatique de Droit international (Membre du Conseil exécutif)

Société japonaise de Droit international des Droits de l'Homme (Membre du Conseil exécutif)

Société japonaise de Droit international économique (Membre du Conseil exécutif ; Ancien Directeur de la Programmation)

Société japonaise de Droit mondial (Membre du Conseil exécutif)

Association japonaise d'Égalité des Sexes et de Droit

Société américaine de Droit américaine (*Member of the Human Rights Interest Group*; *Member of the International Economic Law Interest Group* ; *Member of the International Law & Domestic Courts Interest Group*)

Activités professionnelles sélectionnées

A donné des Cours dans Nombre d'Universités et d'Instituts : p. ex., Athènes, Cambridge, Columbia, Duke, Edmonton, Francfort, Hong Kong, Luxembourg, Nagoya, Oxford, Paris, Sarrebruck, Tsukuba, Virginie et Waseda.

A fait des Exposés dans Nombre de Conférences et de Réunions internationales, p. ex., à Berne, à Bielefeld, à Cambridge, à Canberra, à La Haye, à Hong Kong, à Kyoto, à Londres, à Lyon, à New York, à Rome, à Sienna, à Singapour, à Taipei, à Tokyo, à Turku, à Vancouver, à Washington, D.C. et à Wellington.

16^e Prix à la Mémoire de Mineichiro ADACHI, octobre 1983

Membre, Groupe de Recherche sur les Questions juridiques impliquant Entreprises multinationales, Insitut nippon pour la Promotion de la Recherche, 1983-1995

A fait un Exposé à la Réunion semestrielle de la Société japonaise de Droit international, octobre 1987

A fait un Exposé à la 3^e Conférence de Bielefeld sur le Droit international économique organisée par l'Université de Bielefeld, à Bielefeld, Allemagne, novembre 1990 et juin 1991

Membre, Groupe de Recherche sur les Affaires soumises au Règlement des Différends du GATT, *Fair Trade Center*, 1990-1991

Membre, Groupe de Recherche sur le Droit de Finance et de Commerce internationaux, *Foundation Trust 90*, 1991-1997

Professeur invité, *Research Centre for International Law*, Cambridge, octobre 1991- septembre 1993

A fait un Exposé à *Research Centre for International Law*, Cambridge, février 1992

A fait un Exposé à la Conférence internationale sur le Droit des Droits de l'Homme organisée par l'Université de Sienne, à Sienne, Italie, juin 1993

A fait un Exposé à la Réunion annuelle de *Society of Public Teachers of Law* à Londres, septembre 1993

A fait un Exposé au 1^{er} Colloque trilatéral, Tokyo, et a été Co-éditeur de Procédures, Juillet 1994

Membre, Groupe de Recherche sur Règlement de différends, *Fair Trade Center*, 1994-1995, 1996-1997

Membre du Conseil exécutif, Société japonaise de Droit international, 1994-2012

Membre, Comité de la Programmation, Société japonaise de Droit international, 1994-1997

A fait un Exposé à la Réunion annuelle de la Société japonaise de Droit international économique, novembre 1994

A fait un Exposé au Colloque international sur l'Organisation mondiale du Commerce et le Rôle du Japon organisé par *Fair Trade Center*, à Tokyo, avril 1995

Rapporteur, *Committee on International Human Rights Law and Practice*, Association de Droit international, 1995-2004

A fait un Exposé à la Conférence internationale sur la Mise en Œuvre du Cycle d'Uruguay organisée par l'Université de Bielefeld, à Bielefeld, Allemagne, juin 1995

A fait un Exposé au 2^e Colloque trilatéral, Atlanta, mars 1996

A fait un Exposé à la Conférence internationale organisée par l'Université de Victoria, Vancouver, juin 1996

Membre de la Faculté, *Asia-America Institute of Transnational Law* de l'Université Duke, Hong Kong, juillet 1996

Membre, Groupe de Recherche sur les Affaires soumises au Règlement des Différends, *Fair Trade Center*, 1996-2000

Membre, Groupe de Recherche sur les Affaires en Appel de l'OMC, *Fair Trade Center*, 1996-2000

Membre, Groupe de Recherche sur l'Internationalisation d'Entreprises, *Tokyo Marine Research Institute*, 1997-2009

Professeur invité, *Lauterpacht Centre for International Law*, Cambridge, mars 1997-octobre 1997

A fait un Exposé à la Conférence internationale sur l'Avenir du Système des Traités sur les Droits de l'Homme des Nations Unies, Cambridge, mars 1997

A fait un Exposé à la 91^e Réunion annuelle de la Société américaine de Droit international, Washington, D.C., avril 1997

Conseiller académique pour M. Chusei YAMADA, Membre japonais de la Commission de droit international des Nations Unies, durant la 49^e session de la Commission, Genève, mai-juillet 1997

Examineur externe d'un Mémoire de *M. Phil.* (Magistère en Philosophie) soumise à l'Université de Cambridge, septembre 1997

A fait un Exposé au Colloque international commémoratif du Centenaire de la Société japonaise de Droit international, Kyoto, septembre 1997

Président, Groupe de Recherche ad hoc sur la Responsabilité de l'Etat, Ministère des Affaires étrangères, 1997-1998

Membre du Conseil exécutif, Société japonaise de droit international, 1997-2012

Membre, Comité de Rédaction, *Revue de Droit international et de Diplomatie*, 1997-2000

A fait un Exposé à la Réunion annuelle de la Société japonaise de Droit des Droits de l'Homme, Tokyo, novembre 1997

A fait un Exposé au Séminaire régional de l'OMC sur le Règlement des différends, Singapour, octobre 1998

A fait un Exposé à la Conférence internationale sur le Règlement des différends, Hong Kong, novembre 1998

A fait un Exposé au Séminaire de Tokyo sur le Règlement des différends de l'OMC et Activités des Entreprises japonaises organisé par le Ministère des Affaires étrangères, etc., Tokyo, février 1999

A fait un Exposé au Forum AIPPI de 1999, Lyon, mars 1999

A fait un Exposé à la Conférence internationale du 50^e anniversaire de l'Université Seikei, Tokyo, mars 1999

Chef, Division de Licence, Département des Relations internationales, Université de Tokyo, avril 1999-mars 2000

A fait un Exposé à la Réunion annuelle de la Division japonaise de l'Association de Droit international, Tokyo, juillet 1999

A fait un Exposé à la Conférence internationale organisée par l'Université Columbia, New York, juillet 1999

Président du Groupe de Recherche sur les Procédures de plaintes contre les barrières commerciales, *Fair Trade Center*, 1999-2000

Président du Groupe de Recherche sur le Système du Règlement des différends de l'OMC, Ministère des Affaires étrangères, 1999-2000

Président du Groupe de Recherche sur la Jurisprudence de l'OMC, Ministère des Affaires étrangères, 2000-2002

A fait un Exposé à la Deuxième Conférence de Tokyo sur les Activités des Entreprises japonaises et le Règlement des différends dans l'OMC organisée par le Ministère des Affaires étrangères du Japon etc., Tokyo, mars 2000

Professeur invité, Lauterpacht Centre for International Law, Cambridge, août 2000-août 2001

A participé au 3^{ème} Colloque trilatéral, Ottawa, et a été Co-éditeur des Procédures, octobre 2000

A fait un Exposé à l'Université d'Oxford, Faculté de Droit, Oxford, mars 2001

A fait un Exposé à une Réunion de la Division anglaise de l'Association de Droit international, Londres, mars 2001

Membre, Comité des Echanges internationaux, Société japonaise de Droit international 2001-2012

A fait un Exposé au Forum du Commerce mondial sur « le Commerce et les Droits de l'Homme », Berne, août 2001

Directeur, Département des Relations internationales, Université de Tokyo, 2002-2004

Trésorier par intérim, Société japonaise de Droit international, 2002-2003

A donné un Cours intitulé « Application interne de Droit international » à l'Académie de Droit international de La Haye, juillet 2002

Editeur, « Documents de Droit international » publié annuellement par Yuhikaku, 2002-présent

A fait un Exposé à la Réunion annuelle de la Division japonaise de l'Association de Droit international, Tokyo, avril 2003

Arbitre, Agence japonaise d'Arbitrage du Sport, 2003-présent

Membre du Conseil exécutif, Société japonaise de Droit international économique, 2003-présent

Membre du Conseil exécutif, Société japonaise de Droit des Droits de l'Homme, 2003-présent

Directeur par intérim des Programmes internationaux, Société japonaise de Droit international, 2003-2012

Juge, Tribunal administratif de la Banque asiatique de Développement, Manille, 2004-2013

A fait un Exposé à la Réunion annuelle de l'Association japonaise de Droit international économique, Tokyo, novembre 2004

Directeur de la Programmation, Association japonaise de Droit international économique, 2004-2006

Membre du Conseil exécutif, Division japonaise de l'Association de Droit international, 2006-présent

Directeur de la Programmation, Division japonaise de l'Association de Droit international, 2006-2016

A donné un Discours introductif à la 14^e Conférence de la Société de Droit international de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, Wellington, juin 2006

Membre, Comité de Révision des Marchés publics, Bureau du Cabinet, 2008-2010

Président, Comité des Droits de l'Homme (PIDCP), 2009-2011

Chargé de Cours, Université des Nations Unies, Deuxième Cycle universitaire conjoint (Droit international des Droits de l'Homme), novembre 2009

Vice-président, Tribunal administratif de la Banque asiatique de Développement, Manille, 2010-2013

Président, Comité d'Organisation de la 3^e Conférence internationale des Quatre Sociétés tenue à Awaji (Kobe) en 2010

A donné un Cours sur « la Diversité des Obligations internationales » pour la Bibliothèque audiovisuelle de Droit international, New York, septembre 2010

Membre du Conseil exécutif, Société japonaise de Droit mondial, 2011-présent

Orateur principal invité à la Conférence annuelle de la Société de Droit international de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, Canberra, juin 2011

Membre, Conseil scientifique du Japon, 2011-présent

Membre, Groupe de Discussion sur la Diplomatie pour le Ministre des Affaires étrangères du Japon, 2012

Président, Conseil des Experts de la Réinstallation de la Réunion interministérielle pour les Affaires des Réfugiés, Bureau du Cabinet, 2012-2014

Membre du Conseil exécutif, Société internationale de Droit international, 2012-présent

Directeur pour les Programmes internationaux, Société japonaise du Droit international, 2012-2014

A fait un Exposé à l'Institut de Droit international, Session de Tokyo, septembre 2013

A fait un Exposé à la Réunion des Conseillers juridiques, New York, octobre 2013

Rédacteur en Chef, « Documents de Droit international » publié annuellement par Yuhikaku, 2014-présent

Directeur de la Programmation de la Recherche, Société japonaise de Droit international, 2014-2016

A fait un Exposé à la Conférence annuelle de la Société de Droit international de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, Canberra, juillet 2014

Membre, Comité des Conseillers internationaux, *American Law Institute, Restatement on Foreign Relations Law*, 2015-présent

Associé, Institut de Droit international, depuis 2015

Chercheur invité, Centre de Recherche sur les Droits de l'Homme et le Droit humanitaire, Université Panthéon-Assas, Paris, 2015-2016

Président, Société japonaise de Droit international, 2016-présent

Vice-président, Association de Droit international, Londres, 2016-présent

Président, Comité des Droits de l'Homme (PIDCP), 2017-présent

Résidence hors Japon

Août 1977-août 1978	Cambridge, Massachusetts, Etats-Unis (Etudiant en Magistère en Droit (LL.M.) à <i>Harvard Law School</i>)
Août 1984-août 1986	Charlottesville, Virginie, Etats-Unis (Etudiant en Doctorat en Droit à l'Université de Virginie, Faculté de Droit)
Oct. 1991-sep. 1993	Cambridge, Royaume-Uni (Professeur invité (Visiting Fellow) à <i>Research Centre for International Law</i> , Université de Cambridge)
Mars 1997-oct. 1997	Cambridge, Royaume-Uni (Professeur invité (Visiting Fellow) à <i>Lauterpacht Research Centre for International Law</i> , Université de Cambridge)
Août 2000-août 2001	Cambridge, Royaume-Uni (Professeur invité (Visiting Fellow) à <i>Lauterpacht Research Centre for International Law</i> , & Professeur invité (Overseas Fellow) à <i>Churchill College</i> , Université de Cambridge)
Août 2015-août 2016	Paris, France (Chercheur invité, Centre de Recherche sur les Droits de l'Homme et le Droit humanitaire, Université Panthéon-Assas)

Langues :

Japonais (langue maternelle) ; anglais (courant) ; français (excellent) ; allemand (excellent) ; chinois (lire)

Publications principales

En japonais

A. Livres

1. Jōyaku no Kokunai Tekiyō Kanōsei: Iwayuru « Self-Executing » na Jōyaku ni kansuru Ichi Kōsatsu [Applicabilité interne des Traités : que sont les Traités « auto-exécutifs » ?]. Pp. ix, 341+47 (Tokyo: Yuhikaku, 1985).
2. Gaikoku Kokka Kokuyū Kigyō tonō Kokusai Torihiki jōno Mondaiten: Kokka no Saibanken Menjo [Les Problèmes dans les Transactions internationales avec des États étrangers et des Entreprises étatiques : immunité juridictionnelle des États]. Pp. viii, 128 (Tokyo: Sogo Kenkyu Kaihatsu Kiko [Institut national pour la Recherche et le Progrès], 1987).
3. Hyōjun Kokusai Hō [Droit international Standard]. Pp.293-325 (Hajime TERASAWA et al. éds., Tokyo: Seirin Shoin, 1989) (Co-auteur).
4. Kokusai Hō Shiryō Shū [Matériaux sur le Droit international]. Pp.54-177 (Yasuaki ONUMA éd., 4^e éd. Tokyo: Toshindo, 1988) (Co-auteur).
5. Hyōjun Kokusai Hō [Droit international Standard]. Pp.288-316 (Hajime TERASAWA et al. éds., Nouvelle éd. Tokyo: Seirin Shoin, 1993) (Co-auteur).
6. Keizai no Gurōbaruka to Hō [Mondialisation de l'Economie et du Droit] Pp.61-74, 210-224, 315-330 (Sogo Kaihatsu Kenkyu Kiko [Institut national pour la Recherche et le Progrès] éd., Tokyo: Sanseido, 1994) (Co-auteur).
7. WTO no Funsō Shori [Règlement des Différends de l'OMC]. Pp. xi, 351 (Tokyo: Sanseido, 1995) (2^e imp., 1996) (3^e imp., 1997).

8. Kōgi Kokusai Hō [Cours de Droit international]. Pp. xiv, 519 (coédité avec Akira KOTERA et Akio MORITA, Tokyo: Yuhikaku, 2004).
9. Kōgi Kokusai Hō [Cours de Droit international]. Pp. xv, 568 (coédité avec Akira KOTERA et Akio MORITA, 2^e éd. Tokyo: Yuhikaku, 2010).
10. Kokusai Jōyaku Shū [Documents de Droit international]. (Rédacteur en Chef, publié annuellement depuis 2016. Tokyo: Yuhikaku).

B. Articles

1. *Jōyaku no Kokunai Tekiyō Kanōsei: Iwayuru « Self-Executing » na Jōyaku ni kansuru Ichi Kōsatsu [Applicabilité interne des Traités : que sont les Traités « auto-exécutoires » ? (1) - (6)*, 99 Hogaku Kyokai Zasshi 1835-1891 (1982); 100 Hogaku Kyokai Zasshi 133-186, 375-443, 556-625, 1951-2023 (1983); 101 Hogaku Kyokai Zasshi 421-491 (1984).
2. *Hito oyobi Jinmin no Kenri ni kansuru Afurika Kenshō [Charte africaine des Droits de l'Homme et des Peuples]*, 30 Hogaku Zasshi 262-277 (1984).
3. *Gaikokujin no Shimon Ōnatsu Kyohi to Sainyūkoku: Morikawa Catherine Jiken [Refu de la Prise d'Empreintes digitales par les Etrangers et Leur Retour : l'Affaire de Catherine MORIKAWA]*, 887 Jurisuto 257-259 (1987).
4. *Gaikoku Kokka Kokuyū Kigyō tonō Kokusai Torihiki jōno Mondaiten: Kokka no Saibanken Menjo [Les Problèmes dans les Transactions internationales avec Etats étrangers et Entreprises étatiques : Immunité juridictionnelle des Etats]*, in Takokuseki Kigyō to Kokusai Torihiki [Entreprises multilatérales et Transactions internationales] 271-380 (Sogo Kenkyu Kaihatsu Kiko [Institut national pour la Recherche et le Progrès] éd., 1987).
5. *Amerika Saibansho ni okeru Kokusai Jinken Soshō no Tenkai: Sono Kokusai Hō jōno Igi to Mondaiten [Litiges internationaux sur les Droits de l'Homme devant la Cour américaine] (1) - (2)*, 87 Kokusaiho Gaiko Zassi 160-196, 461-502 (1988).
6. *GATTO ni okeru Funsō Shori [Règlement des différends dans le GATT]*, 2 NIRA Seisaku Kenkyu 12-15 (1989).
7. *GATTO ni okeru EC Buhin Danpingu Jiken [L'Affaire du Règlement anti-échappatoire de la Communauté européenne dans le GATT]*, 4 NIRA Seisaku Kenkyu 22-27 (1991).
8. *Saibanken Menjo [Immunité juridictionnelle]*, in Shōgai Hanrei Hyakusen [Affaires sélectionnées sur le Droit international privé] 192-93 (Sueo Ikehara & Yoshiro Hayata éd., 3^e éd. 1995) (co-auteur avec Shigeru ODA).
9. *WTO ni okeru Funsō Shori: 1994 nen Funsō Kaiketsu Ryōkai no Igi [Règlement des Différends dans l'OMC : l'Importance du Mémoire d'Accord sur le Règlement des Différends]*, 1071 Jurisuto 53-58 (1995).
10. *Gaikokujin no Jinken [Droits de l'Homme des Etrangers]*, in Kokusai Shihō no Sōten [Enjeux du Droit international privé] 36-37 (Junichi AKIBA éd., 1996).
11. *Nihon ni okeru Kokusai Jinken Soshō [Litiges internationaux des Droits de l'Homme au Japon]*, in Oda Shigeru Sensei Koki Shukuga: Funsō Kaiketsu no Kokusai Hō [Droit international sur le Règlement des Différends : Ouvrage collectif pour célébrer le 70^e Anniversaire du Juge Shigeru ODA] 251-272 (Takane SUGIHARA éd., 1997).

12. *Nibutani Dam Hanketsu no Kokusai Hō jōno Igi [L'Importance de l'Affaire du Barrage de Nibutani dans le Droit international]*, 9 Kokusai Jinken 56-59 (1998).
13. *Gaikokujin no Jinken wo meguru Aratana Tenkai: Kokusai Jinken Hō to Kenpō no Kōsaku [Nouveaux Développements des Droits de l'Homme des Etrangers : Interactions entre le Droit international des Droits de l'Homme et le Droit constitutionnel]*, 238 Hogaku Kyoshitsu 14-16 (2000).
14. *Kokunai Hō ni okeru Kokusai Hō no Chii to Sono Junshu [Le Statut du Droit international et son Observation du Droit national]*, *Filartiga Jiken [Filartiga v. Pena Irala]*, in *Hanrei Kokusai Hō [Recueil de la Jurisprudence du Droit international]* 26-30, 279-281 (Shigejiro TABATA et al. éd., 2000).
15. *Jōyaku ni yoru Jiyū Chitai Seido no Settei to Sono Kōka: Jōbu Saboa to Jekkusu no Jiyū Chitai Jiken [Zone-franches de la Haute-Savoie et du Pays du Gex]*, in *Kokusai Hō Hanrei Hyakusen [Cent Affaires du Droit international]* 118-119 (Soji YAMAMOTO et al. éd., 2001).
16. *WTO Funsō Shori no Kokusai Hō jōno Igi to Tokushitsu [Règlement des Différends de l'OMC : son Importance et les Caractéristiques spécifiques en Droit international]*, in *Funsō no Kaiketsu [Règlement des Différends]* (Nihon to Kokusai Hō no 100 Nen [Cent Ans du Japon et du Droit international], Tôme 9) 215-242 (Kokusai Hō Gakkai [Société japonaise de Droit international] éd., 2001).
17. *Gaikoku Kokka oyobi Kokusai Kikan no Saibanken Menjo [Immunité juridictionnelle des Etats étrangers et des Organisations internationales]*, in *Kokusai Minji Soshō Hō [Le Droit des Procédures civiles internationales]* 15-22 (Akira TAKAKUWA et Masato DOGAUCHI éd., 2002).
18. *WTO Hō to Hi-WTO Hō no Kōsaku [Interactions entre le Droit de l'OMC et le Droit n'appartenant pas à l'OMC]*, 1254 Jurisuto 20-27 (2003).
19. *Senjū Minjoku ni taisuru Kokuren no Aratana Torikumi [Les Nations Unies et les Peuples autochtones]: "Senjū Mondai Jōsetsu Fōramu Shinsetsu no Igi [L'Importance de la Création de l'Instance permanente sur les Questions autochtones]*, 1293 Jurisuto 90-97 (2005).
20. *Nihon ni okeru Kokusai Nanmin Hō no Kaishaku Tekiyō [Interprétation et Application de la Loi sur les Réfugiés internationaux au Japon]*, 1321 Jurisuto 16-25 (2006).
21. *Jiyūken Kiyaku Iinkai to Kokuren Jinken Kikō [Le Comité des Droits de l'Homme et le Mécanisme de l'ONU sur les Droits de l'Homme]*, 19 Kokusai Jinken 134-138 (2008).
22. *Kokusai Gimu no Tayōsei: Taiseiteki Gimu wo Chūshin to shite [Variété des Obligations internationales : en mettant l'accent sur les Obligations erga omnes]*, in Onuma Yasuaki Sensei Kinen Ronbunshū: *Kokusai Hōgaku no Chihei: Rekishi, Riron, Jisshō [Ouvrage collectif en l'Honneur du Professeur : l'Horizon du Droit international : Histoire, Théorie, Analyses positives]* 123-170 (J. NAKAGAWA et K. TERAYA éd., 2008).
23. *Jiyūken Kiyaku Iinkai no Kiyaku Kaishaku no Hōteki Igi [Importance juridique de l'Interprétation du PIDCP par le Comité des Droits de l'Homme]*, 29 Sekai Ho Nenpo 50-85 (2010).

24. *Jiyūken Kiyaku Inkai no Kanshi Katsudō no Tenkai [Développements dans les Activités de la Surveillance du Comité des Droits de l'Homme]*, 21 Kokusai Jinken 95-99 (2010).
25. *Jiyūken Kiyaku Inkai no Rikō Kanshi Katsudō [Activités de la Surveillance du Comité des Droits de l'Homme]*, in Kokusai Jinken Hō no Kokusaiteki Jisshi [La Mise en Œuvre internationale du Droit international des Droits de l'Homme] 183-200 (K. SERITA et al. éds., 2011).
26. *Kenpō to Kokusai Hō [Droit constitutionnel et Droit international]*, 370 Hogaku Kyoshitsu 28-34 (2011).
27. *Sekai wo Kakeru Gakumon to Jissen [Etudes et Pratiques à travers le Monde]*, in 21 Seiki no Kokusai Hō: Takyokuka suru Sekai no Hō to Chikara [Droit international dans le XXIème Siècle : Droit et Force dans un Monde multipolaire] 43-60 (Y. ONUMA éd., 2011).
28. *Kokuren Anpori no Seisai Ketsugi no Kokunai Jisshi to Jinken [Mise en Œuvre interne des Résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies imposant des Sanctions et les Droits de l'Homme]*, in Kokusai Hō Hanrei Hyakusen [Cent Affaires du Droit international] 220-221 (A. KOTERA et al. éds., 2d éd. 2011).
29. *Jiyūken Kiyaku Inkai niyoru Hō no Tekiyō to Seitei: Kojin Tsūhō no Teishutsu Chien Mondai wo Rei ni [Application des Lois et Législation par le Comité des Droits de l'Homme : Retard indu de la Soumission des Communications individuelles]*, in Yokota Yozo Sensei Koki Kinen Ronbunshū: Jinrui no Michi Shirube to shiten Kokusai Hō: [Ouvrage collectif pour célébrer le 70^e anniversaire du Professeur Yozo YOKOTA : Droit international, un Guide pour l'Humanité] 213-234 (H. AKIZUKI et al. éds., 2011).
30. *Jiyūken Kiyaku Inchō to shiten 2 Nen wo Furikaeru: Jōyaku Ryūho Mondai ni taisuru Inkai no Kōken wo Chūshin ni [Réflexion sur les Deux Années passées en tant que Président du Comité des Droits de l'Homme : la Contribution du Comité à la Question des Réserves aux Traités]*, 22 Kokusai Jinken 3-9 (2011).
31. *Jōyaku no Ryūho: Kokusaihō Inkai to Jiyūken Kiyaku Inkai no Kyōdō [Réserves aux Traités : Collaboration entre la Commission du Droit international et le Comité des Droits de l'Homme]*, in Murase Shinya Sensei Koki Kinen: Kokusai Hōgaku no Shosō: [Ouvrage collectif pour célébrer le 70^e Anniversaire du Professeur Shinya MURASE : Différents Aspects du Droit international] 273-298 (J. ETO éd., 2015).

En d'autres langues

A. Livres

1. *Trilateral Perspectives on International Legal Issues: Relevance of Domestic Law and Policy*. Pp. xxxii, 604 (Co-edited with Michael K. Young. New York: Transnational Publishers, 1996).
2. *International Law, Human Rights, and Japanese Law: The Impact of International Law on Japanese Law*. Pp. xlii, 355 (Oxford: Clarendon Press, 1998).
3. *WTO Bunjaeng Ch'ouri [Dispute Settlement of the WTO]*. Pp. 482. (Translated by Choi Hong-Bae. Seoul: Bubkyungsa, 2000) (in Korean).

4. *Trilateral Perspectives on International Legal Issues: Conflict and Coherence* (co-edited with Chi Carmody & Sylvia Rhodes, Washington, D.C.: American Society of International Law, 2003).

B. Articles

1. *The Doctrine of Self-Executing Treaties in the United States: A Critical Analysis*, 26 *Virginia Journal of International Law* 627-692 (1986).
2. *The Impact of International Human Rights Law on Japanese Law: The Third Reformation for Japanese Women*, 35 *Japanese Annual of International Law* 21-68 (1991).
3. *Implementation of International Trade Agreements in Japan, in National Constitutions and International Economic Law* 299-344 (Meinhard Hilf & Ernst-Ulrich Petersmann eds., 1993).
4. *The Relationship between International Law and National Law: Japanese Experiences*, 64 *British Yearbook of International Law* 333-390 (1993).
5. *Effectuation of International Law in the Municipal Order of Japan*, 4 *Asian Yearbook of International Law* 143-169 (1995).
6. *Settlement of Disputes Concerning the WTO Agreement: Various Means Other Than the Panel Procedures, in Trilateral Perspectives on International Legal Issues: Relevance of Domestic Law and Policy* 377-402 (Michael K. Young & Yuji Iwasawa eds., 1996).
7. *Lawfulness of Unilateral Economic Retaliation under International Law, in The Asia-Pacific Region and the Expanding Borders of the WTO: Implications, Challenges and Opportunities* 74-89 (Mark A. Buchanan ed., 1996).
8. *International Human Rights Adjudication in Japan, in The Enforcement of International Human Rights by Domestic Courts* 223-293 (Benedetto Conforti & Francesco Francioni eds., 1997).
9. *Constitutional Problems Involved in Implementing the Uruguay Round in Japan, in Implementing the Uruguay Round* 137-174 (John H. Jackson & Alan O. Sykes eds., 1997).
10. *International Law in the Japanese Legal Order: Recent Developments*, 91 *Proceedings of the American Society of International Law* 301-307 (1997).
11. *The Domestic Impact of Acts of International Organizations Relating to Human Rights, in Trilateral Perspectives on International Legal Issues: From Theory into Practice* 119-141 (Thomas J. Schoenbaum et al. eds., 1998).
12. *Japan's Interactions with International Law: The Case of State Immunity, in Japan and International Law: Past, Present and Future* 123-151 (Nisuke Ando ed., 1999).
13. *The Domestic Impact of International Human Rights: The Japanese Experience, in The Future of UN Human Rights Treaty Monitoring* 245-268 (Philip Alston & James Crawford eds., 2000).
14. *WTO Dispute Settlement and Japan, in New Directions in International Trade Law: Essays in Honour of John H. Jackson* 473-490 (Marco Bronckers & Reinhard Quick eds., 2000).
15. *Third Parties before International Tribunals: The ICJ and the WTO, in Liber Amicorum Judge Shigeru Oda* 871-891 (Nisuke Ando et al. eds., 2002).

16. *WTO Dispute Settlement as Judicial Supervision*, 5 *Journal of International Economic Law* 287-305 (2002).
 17. *Chapter 81: Procedural Conditions*, in *The Law of State Responsibility* 1149-1155 (James Crawford et al. eds., Oxford: OUP, 2010) (co-authored with Naoki Iwatsuki).
 18. *The Diversity of International Obligations*, United Nations, Audiovisual Library of International Law Lecture, 2010.
 19. *Domestic Application of International Law*, 378 *Recueil des cours de l'Académie de droit international de la Haye* 9-261 (2015)
-